



Trop, c'est Trop ! Halte au mépris ! En grève et dans l'action jeudi 13 janvier !

Depuis la rentrée de janvier, la colère explose dans les établissements. L'épuisement et l'exaspération de toute la communauté éducative atteignent un niveau inédit. La responsabilité du ministre et du gouvernement dans cette situation chaotique est totale du fait de changements de pied incessants, de protocoles intenable et d'absence de moyens donnés pour assurer le fonctionnement de l'Éducation. Malgré une amplification jamais vue de l'épidémie, l'École ne bénéficie pas de l'organisation protectrice qui serait nécessaire pour assurer la sécurité des élèves, des personnels et de leurs familles. Les retours au compte-gouttes des élèves générant des aménagements pédagogiques rendent difficiles les conditions d'apprentissage. Pénurie des remplaçants, gestion des tests et des absences des élèves dégradent fortement les conditions de travail.

Les personnels n'en peuvent plus des protocoles Blanquer (le 49ème étant sorti le 6 janvier). Ils n'en peuvent plus des ordres et des contrordres permanents, des personnels non remplacés, des pressions pour effectuer du télé-enseignement, de la charge de travail insupportable que le ministre fait subir aux directeurs... Ils constatent que le ministre se refuse à leur fournir les moyens de protection individuelle qui manquent toujours.

Ils relèvent pourtant que ce n'est pas une question financière puisque M. Blanquer se flatte d'avoir rendu 75 millions d'euros qui faisaient pourtant partie du budget 2021, après les 600 millions qu'il avait déjà « économisés » en 2020. Pour rappel, ce sont 1800 suppressions de postes l'année dernière, 500 prévues à la rentrée prochaine. Dans l'Académie d'Amiens, la dotation du premier degré est indigente pour la rentrée 2022 avec seulement 5 postes en plus (1,5 poste pour la Somme), tandis que le second degré a perdu l'équivalent de 81 postes l'année dernière et en perdra 18 l'année prochaine, alors que les effectifs sont en hausse.

De fait le ministre continue à faire peser sur les personnels et les familles la gestion de la pandémie et transfère sur eux la responsabilité de la santé publique. Les tests demandés aux élèves reposent sur la responsabilité des familles et sont soumis au contrôle des personnels de l'éducation nationale alors qu'ils devraient être organisés par les autorités sanitaires compétentes. A l'image du président, le ministre ne cesse de mépriser les personnels. La situation actuelle ne peut plus durer, il faut que cela cesse !

Les fédérations de l'Éducation nationale FSU 80, FNEC-FP-FO 80, UNSA 80, SGEN CFTD 80, CGT Educ'action 80, SUD Education 80, appellent l'ensemble des personnels à se mettre en grève et appellent l'ensemble de la communauté éducative à se mobiliser jeudi 13 janvier pour faire entendre leur colère et obtenir une politique cohérente de protection et de prévention à la hauteur des enjeux sanitaires, scolaires et sociaux.

Les fédérations de l'Éducation nationale FSU 80, FNEC-FP-FO 80, UNSA 80, SGEN CFTD 80, CGT Educ'action 80, SUD Education 80 demandent :

- Des moyens humains nécessaires notamment par la création de postes à hauteur des besoins, le recours aux candidats des listes complémentaires (Enseignants, personnel administratif, de santé, AESH, AED) ;
- Une autre gestion de l'épidémie à l'École : Des moyens et des protections pour faire face à la crise en élaborant un protocole viable et qui ne mette pas en difficulté les personnels sur la gestion des cas positifs, et cas contacts ;
- Des campagnes de tests préventifs ;
- Des équipements de protection pour les personnels, les écoles et les établissements (Masques FFP2, capteurs de CO2 financés par l'État) ;
- Une programmation dès maintenant d'un collectif budgétaire pour la rentrée 2022.

**Rassemblement à 14h devant le Rectorat.
Puis manifestation jusqu'à la Maison de la Culture
pour une Assemblée Générale et décider des suites à donner.**